



Sophie Cœuré
Rachel Mazuy

Voyages
des intellectuels français
en Union soviétique

Cousu de fil rouge

CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur



En 1936 paraît à Paris le *Retour d'URSS* d'André Gide. La controverse retentissante déclenchée par l'ouvrage fait émerger l'une des énigmes de la vie politique et culturelle française au xx^e siècle : la mode des voyages en Union soviétique. Des années 1920 aux années 1980, cédant pour la plupart à la fascination pour la révolution d'Octobre, souhaitant pour d'autres prouver l'échec des Soviets, écrivains, journalistes, artistes mais aussi architectes, instituteurs ou étudiants font le « pèlerinage à Moscou ». Henri Barbusse, Romain Rolland, André Malraux, Louis

Aragon, André Gide, Jean Renoir, Jean Effel... contribuent à bâtir un mythe politique et littéraire.

Vingt ans après la disparition de l'URSS, les archives parlent et permettent d'entrer enfin au cœur de la fabrication de l'utopie communiste. Comment l'administration et les dirigeants soviétiques préparaient-ils les voyages ? Comment fonctionnait le fameux « Intourist » ? Comment les voyageurs étaient-ils accueillis, guidés, incités à écrire au retour un récit le plus favorable possible ? Quel fut le destin, parfois tragique, de leurs accompagnateurs ? Des rapports des interprètes aux menus des dîners officiels, des instructions des ambassadeurs aux souhaits des visiteurs, ces documents inédits permettent de mieux comprendre les logiques et les ambiguïtés de l'engagement des intellectuels face au modèle soviétique et au communisme.

Sophie Cœuré est professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris 7 Denis Diderot. Elle a notamment publié La mémoire spoliée. Les archives des Français butin de guerre nazi et soviétique (2007). Rachel Mazuy est historienne, auteur de Croire plutôt que voir. Voyages français en Russie soviétique. Les traductrices, Galina Kuznetsova et Elena Aniskina, sont archivistes aux Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF).

Cousu de fil rouge

Direction fédérale des Archives de Russie.
Archives d'État de la Fédération de Russie (Moscou).
Centre d'Études du Monde russe, soviétique et post-soviétique (EHES/CNRS,
Paris).
Centre de recherche d'histoire quantitative (CNRS, Caen).
Centre Roland Mousnier, Université Paris Sorbonne (Paris IV).

MONDES RUSSES et EST-EUROPÉENS

SOUS LA DIRECTION DE

Wladimir Berelowitch
Francine-Dominique Liechtenhan
Sergeï V. Mironenko

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Boris Ananitch, Alexandre Avdeev, Roger Bartleet, Alexis Berelowitch, André Berelowitch, Daniel Beauvois, Alain Blum, Yves Cohen, François-Xavier Coquin, Sarah Davies, Sabine Dullin, Marc Ferro, Sheila Fitzpatrick, Alexandre Foursenko, Catherine Goussef, Andrea Graziosi, Suzan Gross-Salomon, Peter Holquist, Andreas Kappeler, Sergeï Karp, Vladimir Kozlov, Moshe Lewin, Martine Mespoulet, Claire Mouradian, Vladislav Nazarov, Marie-Pierre Rey, Antonella Salomoni, Jutta Scherrer, Ales-sandro Stanziani, Piotr Stegny, Norman Stone, Alexandre Tchouibarian, Antonello Venturi, Nicolas Werth, Piotr Zaborov.

La collection « Mondes russes et est-européens. États, Sociétés, Nations » est consacrée à l'histoire de la Russie et de l'URSS, ainsi que des autres pays d'Europe centrale et orientale, à l'époque moderne et contemporaine, jusqu'au temps présent. Elle répond à une situation nouvelle qui a modifié en profondeur le travail de l'historien de cette aire. L'ouverture de fonds d'archives qui, encore récemment, étaient fermés, voire ignorés, l'accès facilité de ces pays, dont certains ont rejoint la Communauté européenne conduit l'historien à se poser des questions nouvelles sur leur passé. Les thèmes de recherche dont on commence seulement à entrevoir la richesse se multiplient ainsi, de sorte que, peu à peu, se précisent les contours d'une histoire qui n'est connue encore qu'en pointillé. Issue de ces situations nouvelles et favorables, sur le plan intellectuel comme sur le plan documentaire, la collection est en grande partie le fruit d'une collaboration avec les chercheurs des pays d'Europe centrale et orientale. Elle comprend aussi bien des monographies que des recueils de documents d'archives inédits et des ouvrages collectifs.

Sous la direction de
Sophie Cœuré, Rachel Mazuy

Avec la collaboration de
Elena Aniskina
Galina Kuznetsova

Cousu de fil rouge

Voyages des intellectuels français en Union soviétique

150 documents inédits des Archives russes

Traductions
Sophie Cœuré
Vsevolode Gousseff
Rachel Mazuy

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche - 75005 Paris

Déjà parus

Mondes russes, États, Sociétés, Nations

Catherine Klein-Gousseff (dir.), *Retours d'URSS. Les prisonniers de guerre et les internés français dans les archives soviétiques (1941-1951)*, 2001.

Francine-Dominique Liechtenhan, *Les trois christianismes et la Russie. Les voyageurs occidentaux face à l'Église orthodoxe russe (XV^e-XVIII^e siècle)*, 2002.

Daniel Beauvois, *Pouvoir russe et noblesse polonaise en Ukraine, 1793-1830*, 2003.

Marlène Laruelle, *Mythe aryen et rêve impérial dans la Russie du XIX^e siècle*, 2005.

Mondes russes et est-européens

Marie-Claude Maurel et Maria Halamska, *Démocratie et gouvernement local en Pologne*, 2006.

Juliette Cadiot, *Le laboratoire impérial. Russie-URSS, 1860-1940*, 2007.

Silvia Serrano, *Géorgie. Sortie d'empire*, 2007.

Gilles Favarel-Garrigues, *La police des mœurs économiques. De l'URSS à la Russie*, 2007.

Catherine Gousseff, *L'exil russe. La fabrique du réfugié apatride*, 2008.

Martine Godet, *La pellicule et les ciseaux, La censure dans le cinéma soviétique du Dégel à la perestroïka*, 2010.

Alexandre Sumpf, *Bolcheviks en campagne. Paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920*, 2010.

Larissa Zakharova, *S'habiller à la soviétique. La mode et le Dégel en URSS*, 2011.

SOMMAIRE

Introduction.....	9
Retour sur le « retour d'URSS ». Dans les coulisses d'un mythe politique et littéraire.....	9
Note sur la publication.....	35
Présentation des fonds Les structures d'accueil des voyageurs français aux Archives d'État de Russie (GARF).....	37

PREMIÈRE PARTIE

Les structures d'accueil et la préparation du départ

1. La VOKS (Société pour des relations culturelles avec l'étranger) et l'Intourist	49
2. La collaboration avec d'autres institutions soviétiques en contact avec les étrangers	83
3. La construction d'un réseau en France : correspondances préparatoires aux voyages.....	115

DEUXIÈME PARTIE

Le voyage en Union soviétique

4. Bilans et statistiques	159
5. Programmes, itinéraires, autorisations et intendance.....	175
6. La gestion des voyageurs : visites, contacts, réceptions, frictions	205

TROISIÈME PARTIE
Bilans et retours d'URSS

7. Les analyses soviétiques des impressions des voyageurs.....	243
8. Déclarations et remerciements des visiteurs français.....	281
9. Retours d'URSS: publications, conférences et collaborations.....	295
Chronologie	335
Bibliographie.....	341
Liste des sigles et acronymes	353
Index des noms propres	357
Sommaire détaillé et références des documents publiés	367
Remerciements.....	379

INTRODUCTION

Retour sur le « retour d'URSS ». Dans les coulisses d'un mythe politique et littéraire

« Défendre la culture, bien, mais alors pourquoi
uniquement des signatures de gauche.
Ça lui paraît, comme il dit, cousu de fil rouge! »
André Gide à André Malraux, 1935¹

En novembre 1936 paraissait dans les librairies françaises le *Retour d'URSS* d'André Gide. La personnalité illustre de l'auteur et le contenu critique de l'ouvrage, immédiatement tiré à plus de 150 000 exemplaires, suscitèrent en plein cœur du Front Populaire une bonne centaine de comptes rendus et plusieurs livres de répliques, auxquels Gide répondit à son tour en 1937 par les *Retouches à mon retour d'URSS*. Cette controverse retentissante faisait émerger sur le devant de la scène politique et culturelle l'un des éléments les plus énigmatiques du moment communiste que connut l'Europe au xx^e siècle: la mode des voyages en Union soviétique. Des années 1920 aux années 1980, cédant pour la plupart à la fascination d'une partie des

1. Maria Van Rysselberghe, *Les Cahiers de la Petite Dame. Notes pour l'histoire authentique d'André Gide*, T. 2, Paris, Gallimard, 1974, p. 443.

opinions publiques occidentales pour la révolution russe et ses réalisations, souhaitant pour d'autres prouver l'échec du modèle soviétique, quelques dizaines de milliers d'intellectuels européens se rendirent à Moscou pour quelques jours ou quelques semaines. Des noms toujours illustres – Henri Barbusse, Romain Rolland, André Malraux, Louis Aragon, André Gide, Jean-Paul Sartre..., d'autres un peu effacés par le flux des années – André Mazon, Jules Grandjouan, Vladimir Pozner, Andrée Viollis et Simone Téry, Jean Effel, Joë Nordmann, Fernand Grenier..., contribuèrent en France à bâtir un mythe politique et littéraire durable, matrice du voyage en Chine, en Yougoslavie ou à Cuba.

Au cœur d'une géopolitique culturelle, le voyage en URSS de « l'intelligentsia petite-bourgeoise »

En se proposant dès 1917 comme modèle à l'Europe et au monde, la jeune Russie soviétique se lançait dans un combat de longue haleine dont les armes furent, indissociablement, la puissance et l'influence. La propagande politique affichée ou clandestine, la diffusion massive d'une image positive du nouveau régime s'appuyèrent précocement sur l'invitation d'hôtes étrangers et leurs comptes rendus favorables au retour. Cette pratique inédite par sa systématisation fit couler, dès le début des années 1920, beaucoup d'encre critique. Les démonstrations argumentées de la fabrication et de la surveillance des « voyages Potemkine », les appels désespérés des rares témoins échappés d'URSS, les souvenirs teintés ou non de repentance, les dénonciations de la manipulation, de l'infiltration, de la crédulité des Occidentaux en URSS, les premiers florilèges de « retours d'URSS² » venaient nourrir le débat polémique. Ils s'opposaient aux tableaux favorables qui continuèrent d'être publiés jusqu'aux années 1970. Le contraste entre le « charme universel d'Octobre³ » et la réalité soviétique se faisait toujours plus flagrant, au rythme de l'acquisition de connaissances précises sur les répressions avec leurs millions de victimes et le coût économique et social du système soviétique.

Pour autant, on n'en savait guère plus sur l'organisation précise des voyages en URSS même⁴, moins encore sur les mécanismes d'adhésion au modèle

2. Cf. le travail pionnier de Fred Kupferman, *Au pays des Soviets. Le voyage français en Union soviétique. 1917-1939*, Paris, Gallimard-Julliard, 1979, rééd. Tallandier, 2007.

3. L'expression est de François Furet dans *Le passé d'une illusion*, Paris, R. Laffont, 1995.

4. Cf. cependant, à partir des publications soviétiques et des témoignages, les ouvrages importants de Sylvia R. Margulies, *The pilgrimage to Russia. The Soviet Union and the treatment of foreigners (1924-1937)*, The University of Wisconsin Press, 1968 et Paul Hol-

soviétique. Or, depuis le début des années 1990 et le vote par la Fédération de Russie de deux lois sur les archives, l'ouverture de millions de dossiers des administrations de l'ex-Union soviétique a profondément renouvelé le questionnaire sur le communisme en Europe et dans le monde. On connaît mieux le fonctionnement de l'État-Parti et de sa diplomatie, de l'économie, de la société et de la culture du régime, sans pour autant essentialiser la rupture d'Octobre 1917 ni se couper des racines russes de l'histoire soviétique. Les approches biographiques et institutionnelles croisées permettent d'approcher la « zone grise » des accommodements personnels de chaque individu avec le pouvoir. Cette même approche enrichit la connaissance des partis communistes des démocraties occidentales, de leurs organisations « de masse » et des cercles concentriques de la participation et de l'adhésion, de l'électeur au sympathisant, du militant au permanent.

Ces interrogations ont permis depuis quelques années la publication de travaux documentés par des sources d'archives inexplorées, indispensables pour comprendre l'exemplarité française au cœur d'un phénomène qui marqua tout l'Occident : l'Allemagne avant 1933 et dans les années de l'Ostpolitik, mais aussi la Grande-Bretagne et les États-Unis, la Suisse, l'Europe centrale et du Nord. On peut ainsi mieux décrire et comprendre le rôle du voyage en URSS, au cœur d'une diplomatie culturelle plus vaste, déployée de manière inédite par le régime soviétique à partir des années 1920⁵. Cette diplomatie culturelle participait à la fois de la diplomatie la plus classique, de la propagande idéologique, et de la politique économique extérieure. Si ses moyens d'actions la classent incontestablement parmi les outils d'influence du « soft power », ce pouvoir « doux » ne saurait être placé trop simplement du côté de l'État face au parti, de la légalité face à la subversion. Par ses objectifs, il servait les intérêts nationaux et impériaux de l'URSS, défensifs ou offensifs, mais contribuait aussi fortement à la lutte idéologique menée pour le rayonnement du communisme par la force, la conspiration ou la persuasion.

On voit par là que le voyage en URSS trouvait sa place dans l'élaboration progressive d'une véritable géopolitique culturelle. Sa conduite par un réseau complexe d'institutions au sein de l'État-parti, l'élaboration tâtonnante d'une politique adverse par le monde « libre » au moment de la guerre froide, les interactions avec la création culturelle, sa réception en termes d'image du modèle soviétique, ses liens avec l'engagement pro ou anticommuniste des intellectuels, constituent encore aujourd'hui un vaste champ de recherches.

lander, *Political Pilgrims. Travels of Western Intellectuals to the Soviet Union, China and Cuba (1928-1978)*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1981.

5. Pour une bibliographie complète sur les voyages en URSS et la diplomatie culturelle, cf. *infra* p. 341-352.

En publiant ces documents d'archives inédits, nous souhaitons permettre à chacun l'irremplaçable accès aux sources qui ouvre à l'interprétation personnelle, faire accéder autant que possible à la langue, à la forme de ces rapports et de ces correspondances, une fois franchi le filtre de la traduction et/ou du passage de l'écriture manuscrite à la page imprimée. Nous espérons aussi faire partager au lecteur le frisson qui a saisi, à partir des années 1990, les historiens posant le pied pour la première fois sur le continent quasi vierge des archives soviétiques.

Et l'on trouvera beaucoup dans les documents publiés ici, même si l'on ne doit pas non plus tout y rechercher. Le choix a été fait d'éclairer la place, parmi l'ensemble des voyageurs français en URSS, de celles et ceux que les Soviétiques appelaient « l'intelligentsia petite-bourgeoise », en puisant dans deux grands fonds des Archives d'État de la Fédération de Russie, celui de la Société pour les relations culturelles avec l'étranger, – la VOKS, et celui de l'Intourist ainsi que, à la marge, dans le fonds du Commissariat du peuple à l'éducation. L'intelligentsia : une catégorie qui, vue de Moscou, se définissait par son statut, son diplôme et sa profession – écrivains, artistes, architectes, cinéastes, journalistes...-, mais aussi par ses origines sociales et sa fonction dans la société socialiste. C'est dès avant 1917 que Lénine avait théorisé la place de la culture, et tout particulièrement de la littérature, qui devait se placer au service du Parti. L'intelligentsia en URSS n'était plus l'intelligentsia russe du XIX^e siècle. Elle ne correspondait pas pour autant à ce que les Français nommaient, depuis l'affaire Dreyfus, les « intellectuels », pour autant que ce terme ait dans l'entre-deux-guerres trouvé un sens précis, au confluent du statut professionnel et de l'engagement proclamé au service d'une cause politique. « L'intelligentsia petite-bourgeoise » française était considérée par les Soviétiques comme un groupe pouvant jouer un rôle important dans la construction d'une image favorable de l'URSS et, le cas échéant, dans l'adoption de son modèle culturel, ce qui ne présupposait nulle appartenance politique. On y trouvait certes une majorité de « compagnons de route ». Le terme avait été tôt adopté par l'Occident pour désigner les partisans non communistes de l'URSS, plus utiles hors du parti qu'en son sein. C'était d'ailleurs au prix d'une distorsion avec le sens initial qu'employait Trotski en 1923 : dans *Littérature et révolution* en effet, le *poputčik* était un écrivain hésitant, qui n'avait pas encore saisi le sens de l'idéal révolutionnaire prolétarien, figure de transition plus que d'accompagnement. Mais purent aussi bénéficier de cet encadrement des membres du Parti communiste français, qui, comme Henri Barbusse et plus tard Louis Aragon⁶, jouaient par ailleurs

6. Tous les noms cités dans l'introduction renvoient à des indications biographiques dans les annotations des documents.

un rôle significatif dans la politique culturelle du PCF. Et des intellectuels à priori hostiles à l'URSS furent eux aussi pris en charge, dans l'espoir qu'ils produisent au retour un témoignage plus favorable.

Ces 150 documents choisis parmi des milliers de dossiers éclairent, sans l'épuiser, la vie des administrations soviétiques, des hommes et des femmes qui les firent fonctionner, des personnalités françaises qui en furent les hôtes. Leur exemplarité est réelle, non leur représentativité, tant ces organisations demeurent encore imparfaitement connues, tant l'histoire des fonds d'archives elle-même est heurtée. On le constate avec la mauvaise conservation, voire la disparition de nombreux dossiers de l'Intourist, ou l'absence de documentation sur un voyageur aussi important que Louis-Ferdinand Céline, pourtant auteur d'une saisissante description de la « Vox » dans *Bagatelles pour un massacre* en 1937. On a ici des rapports et des correspondances, qui illustrent le fonctionnement des institutions et non la prise de décision. Si l'on entend l'écho des voix du sommet du pouvoir par les lettres adressées au Comité central du Parti communiste ou au commissariat du peuple (puis ministère) des Affaires étrangères, la correspondance avec le commissariat du peuple au Commerce extérieur reste en revanche absente. Or l'on découvre de plus en plus l'importance des enjeux économiques – par l'apport de devises notamment – de cette diplomatie culturelle. L'absence de tout échange avec les instances de la police politique enlève à l'évidence une part d'âpreté au fonctionnement de cette bureaucratie d'influence. On sait pourtant que les diverses incarnations de la surveillance politique, OGPU (1922), NKVD (1934) puis MVD (1946) et KGB (1954), développèrent une intense activité de surveillance (par les rapports d'agents et l'ouverture des correspondances), de censure, d'instrumentalisation et de répression des acteurs de la culture soviétique, tout particulièrement de ceux qui étaient en contact avec l'étranger⁷. Enfin, si certains documents se répondent au sujet de tel ou tel voyageur, il faut toujours avoir à l'esprit qu'il ne s'agit que de quelques pages parmi des dossiers plus fournis, parfois surabondants, tels des centaines de feuillets consacrés au seul voyage d'Henri Barbusse en 1927. Chaque archive n'est que la trace d'une vie, la rencontre entre une administration et un itinéraire dont l'épaisseur biographique a pu, parfois, être saisie avec bonheur par d'autres sources. Ainsi l'étonnant dialogue entre Romain Rolland et Aleksandr Arosev, éclairé par les travaux croisés de Bernard Duchatelet et de Michael David-Fox⁸, fut-il un symbole des malentendus entre Français et

7. Cf. bibliographie *infra*, et notamment les recueils de documents publiés à partir des années 1990.

8. Cf. la préface et l'édition par Bernard Duchatelet de Romain Rolland, *Voyage à Moscou (juin-juillet 1935)*, Paris, Albin Michel, 1992, l'édition du journal d'Aleksandr Arosev par Ol'ga Aroseva, *Bez grima (Sans fard)*, Moscou, Centropoligraf, 1999 ; Michael David-Fox,

Soviétiques dont Arosev paya le prix de sa vie, tout autant que la rencontre de deux ambitions et de deux individualités créatrices.

Créer des « Amis de l'URSS ». Naissance d'une bureaucratie d'influence dans les années 1920

Quelle fut la place de la VOKS et de l'Intourist dans la diplomatie culturelle, cette polycratie progressivement mais imparfaitement rationalisée, dont Elena Aniskina et Galina Kuznetsova nous présentent plus loin les principaux fonds d'archives aux Archives d'État de Russie ?

Dès octobre 1917, la propagande s'était imposée comme une préoccupation importante des dirigeants du nouveau régime bolchevik en guerre extérieure et civile. De 1918 au milieu des années 1920, le commissariat du peuple aux Affaires étrangères (*Narkomindel* ou NKID), dirigé par Georgij Vasil'evič Čičerin, envoyait vers la presse étrangère les premières dépêches destinées à briser la « muraille de Chine » (Lénine) de l'hostilité impérialiste. Aidé de la poignée de Français qui, vivant en Russie, avaient choisi le bolchevisme, ou qui avaient gagné dès que possible la patrie des révolutionnaires, le *Narkomindel* se chargeait aussi d'accueillir tant bien que mal les premiers visiteurs, tel le journaliste Albert Londres ou Édouard Herriot alors député du Rhône et président du parti radical. De son côté, le parti bolchevik faisait de son mieux pour recevoir et convaincre les militants délégués aux premières réunions de l'Internationale communiste (*Komintern*) fondée en 1919. C'est au milieu de la décennie, une fois stabilisé le jeune État soviétique et abandonnée la politique d'expansion révolutionnaire immédiate en Europe, qu'apparut une première structuration propre de la propagande culturelle.

Celle-ci connut ses premiers balbutiements avec la mobilisation organisée depuis Moscou en faveur des populations frappées par la terrible famine de 1921-1922, dont les Soviets rendaient responsables le blocus international. En 1923 était créée la Commission pour l'aide étrangère à la Russie, rattachée au Comité exécutif central de l'Union, le VCIK, et chargée notamment d'organiser des tournées d'artistes ou d'expositions soviétiques à l'étranger puis de distribuer l'aide ainsi récoltée. On retrouve nombre des membres de cette commission à la naissance, en 1925, de la Société pan-soviétique pour les relations culturelles avec l'étranger (*Vsesojuznoe Obsčestvo Kul'turnoj Svjazi s zagranicej*, la VOKS). La VOKS était fondée sous la forme d'une

« Stalinist Westernizer? Aleksandr Arosev's Literary and Political Depictions of Europe », *Slavic Review*, 62-4 (2003), pp. 733-759 et « The "Heroic Life" of a Friend of Stalinism: Romain Rolland and Soviet Culture », *Slavonica*, 11-1 (2005), pp. 3-29.

«organisation sociale». Cette structure administrative originale palliait l'absence de sphères gouvernementales dans de nombreux domaines, tout en permettant, dans le contexte «semi-libéral»⁹ de la Nouvelle politique économique (NEP) mise en place à partir de 1921, une réelle continuité à beaucoup d'associations nées au début du xx^e siècle. Les «organisations sociales», dont le but était «l'action dans la société», s'enregistraient obligatoirement auprès du NKVD, qui s'adressait aux commissariats du peuple compétents pour valider leur existence. On pouvait y adhérer soit collectivement (ministère, usine...), soit individuellement. Les 4 500 «organisations sociales» dénombrées par I. N. Il'ina¹⁰ à la fin des années 1920 couvraient un spectre très large : sociétés scientifiques, culturelles (comme la puissante organisation de lutte contre l'analphabétisme *Doloi Negramotnost'*!), sportives, nationales (Juifs, Allemands, Bessarabiens...), politico-sociales (komsomols et pionniers, Croix-Rouge soviétique), sociétés «d'amis» (de la radio, du cinéma soviétique...). C'est également sous ce statut que furent créées des organisations de masse à vocation internationale, pour la plupart financées par l'Internationale communiste, dont certaines jouèrent un rôle important dans la diffusion d'une image positive de l'URSS, comme l'Internationale communiste des jeunes (KIM), l'Internationale sportive (*Sportintern*), le Secours ouvrier international (*Meždunarodnaja Rabočaja Pomošč* ou *Mežrabpom*), l'Association internationale d'aide aux révolutionnaires, dite aussi Secours rouge international (*Meždunarodnaja organizacija pomošči borcam revoljucii*, ou MOPR).

Les «organisations sociales» fonctionnaient sous le double contrôle de l'État (le VCIK et le *Sovnarkom*, Conseil des commissaires du Peuple de l'URSS) et du Comité central du parti. La direction de la VOKS intégrait ainsi les principaux acteurs de la culture soviétique comme les commissariats du peuple à l'Instruction et à la Santé, les représentants des institutions scientifiques et culturelles (musées, académies, universités), des éditions d'État, des trusts photographiques et cinématographiques soviétiques. Elle comprenait aussi des représentants du contrôle étatique – commissariat du peuple aux Affaires étrangères, Direction centrale de la censure (*Glavlit*), commissariat à la Planification (*Gosplan*) – et du parti : Comité central du PC(b), département de propagande du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

La VOKS se vit confier de vastes missions¹¹. Elle devait non seulement accueillir les voyageurs étrangers, mais aussi diffuser largement hors de

9. Cette notion est discutée par *Stuart Finkel, On the Ideological Front: The Russian Intelligentsia and the Making of the Soviet Public Sphere*, Yale University Press, 2007.

10. I. N. Il'ina, *Obščestvennye organizacii Rossii v 1920^e gody (Les organisations sociales en Russie dans les années 1920)*, Moscou, RAN, 2001.

11. Voir aussi plus loin la présentation de la VOKS par Galina Kuznetsova.

l'URSS les publications, les photographies, les films ou les expositions soviétiques et remplir diverses tâches d'expertise concernant la culture étrangère. Ces tâches se déployèrent dans le cadre favorable de la reconnaissance officielle de l'Union soviétique par la France en 1924. Dès lors, il y eut toujours à l'ambassade soviétique à Paris un diplomate « référent » travaillant à relayer l'action de la VOKS. Les voyages des dirigeants, artistes, et savants soviétiques en France, dont en 1925 et 1927 ceux d'Ol'ga Davidovna Kameneva, présidente de la VOKS, facilitèrent incontestablement la rencontre entre le projet lancé par Moscou et la curiosité qui poussait les premiers voyageurs vers l'URSS. Les premières mobilisations françaises en faveur de la Russie soviétique, avec le Comité de secours aux enfants russes créé par Gabrielle Duchêne lors de la famine de 1921-1922 et la création des éphémères « Amitiés franco-russes » par Édouard Herriot au moment du rapprochement diplomatique en 1924, furent suivies, dans la seconde moitié des années 1920, de la naissance d'associations plus durables. En 1925, le Comité pour les relations scientifiques avec l'URSS fut créé par le physicien Paul Langevin, l'orientaliste Sylvain Lévi et le professeur de russe André Mazon dans l'espoir de renouer des échanges apolitiques et réciproques avec la Russie¹². Il s'appuya à la fois sur la VOKS (pour l'accueil des étudiants et des savants et l'échange de documentation) et sur le ministère des Affaires étrangères français (pour son financement).

L'année 1927 marqua un tournant, avec la célébration en grande pompe à Moscou du X^e anniversaire de la révolution d'Octobre, et la naissance au début de l'année 1928 à Paris de deux associations parallèles et parfois concurrentes. D'un côté, l'association des Amis de la Russie nouvelle ou Cercle de la Russie neuve (dite aussi par les Soviétiques Société de rapprochement avec la Russie). Dirigé par Gabrielle Duchêne, le Cercle de la Russie neuve devint l'interlocuteur privilégié de la VOKS pour son recrutement dans « l'intelligentsia petite-bourgeoise » non communiste. De l'autre naquit l'Association des Amis de l'Union soviétique, branche française de la Société internationale des amis de l'URSS, *Obščestvo Druzej Sovetskoi Rossii*. Basée à Berlin, celle-ci fonctionnait sous l'égide du Komintern, de la section d'Agit-prop du PC(b), de l'Internationale syndicale ou *Profintern* et de la Commission des relations extérieures du Conseil central des syndicats, *Vsesojuznyj Central'nyj Sovet Professional'nyh Sojuzov* (VCSPS). Les AUS se présentaient comme une organisation de masse « neutre et sans parti », présidée par des intellectuels prestigieux et non communistes. L'association était en réalité dirigée et partiellement financée par le PCF. Elle se lança rapidement dans

12. Cf. « André Mazon et les études slaves », dossier de la *Revue des études slaves*, t. 82-1, 2011.

l'organisation de voyages en groupe en direction de la patrie des Soviets. Elle recrutait dans sa base ouvrière et paysanne, mais aussi, le cas échéant, dans la petite bourgeoisie, instituteurs notamment, susceptible de se rallier au Parti communiste français. Pour autant, ses présidents d'honneur étaient bien des intellectuels : Henri Barbusse, Francis Jourdain, Panaït Istrati (rapidement en disgrâce) puis Romain Rolland. Nous les retrouverons donc dans les archives de la VOKS, alors que les documents sur les délégations prolétariennes se retrouvent aux archives du VCSPS ou du *Profintern*.

Dans le même temps, les vifs débats intérieurs sur les orientations artistiques et littéraires de la révolution prolétarienne et le rôle social de l'artiste s'exportaient directement auprès des écrivains membres du PCF et de la rédaction de *L'Humanité*, tel Henri Barbusse, puis Paul Vaillant-Couturier, Léon Moussinac, Paul Nizan ou Louis Aragon. Ceux-ci furent parfois amenés à travailler et à vivre en URSS. Ces séjours de plusieurs mois, voire plusieurs années, furent organisés et vécus de manière très différente des voyages courts organisés par la VOKS, même s'ils pouvaient également bénéficier des services de cette organisation. Par le canal du Bureau international pour la littérature révolutionnaire, né lui aussi au moment des célébrations de 1927, Moscou pouvait encore intervenir directement dans le débat français sur le soutien à la révolution d'Octobre et les formes possibles d'une nouvelle littérature, dont Romain Rolland et Henri Barbusse avaient posé les fondations dans la revue *Clarté* au début de la décennie. Le Bureau devint en 1930, lors du congrès de Har'kov (Kharkov) auxquels assistaient Louis Aragon et Georges Sadoul, l'Union internationale des écrivains révolutionnaires (UIER), en russe *Meždunarodnoe Ob'edinenie Revoljucionnyh Pisatelej* (MORP), fonctionnant sous l'égide du Komintern et du département de propagande du PC(b).

À l'extrême fin de la décennie, le dispositif d'accueil des étrangers connut enfin une consolidation majeure avec la création de l'Intourist¹³. Il s'agissait là non pas d'influence culturelle mais d'un organisme destiné avant tout à faire entrer en URSS les devises dont le pays avait cruellement besoin. Fondée en avril 1929, la Société d'État par actions pour le tourisme étranger en URSS, *Akcionernoe Obščestvo po Inostrannomu Turizmu v SSSR* était dirigée par un collège « d'actionnaires » (essentiellement les commissariats du peuple au Commerce extérieur et aux Voies de communications) qui géraient le capital initial de 5 millions de roubles, réparti en 200 « actions ». Sa mission était de développer le tourisme étranger : vente de billets, visas, transit, change, transports, hôtellerie, spectacles, vente de souvenirs, guides et publicité, assurances, etc. Ces objectifs fondamentalement économiques

13. Voir aussi plus loin la présentation de l'Intourist par Elena Aniskina.

n'étaient cependant pas exempts d'enjeux politiques. La nécessité de diffuser une image favorable de l'URSS conduisait à un tourisme politisé par l'inclusion obligatoire, en plus du parcours des richesses naturelles et culturelles héritées de l'empire des Tsars, de visites démontrant les réussites du régime : barrages, crèches, clubs d'usines... De plus, la présence de touristes « bourgeois » en contact potentiel avec la population soviétique devait rester sous contrôle. Ainsi, tout en dépendant administrativement du commissariat du peuple au Commerce extérieur (1929-1933 et 1938-1964) ou du praesidium du VCIK (1933-1938), l'organisme était également contrôlé par le NKVD. À la fin des années 1930, le chef de la police politique Lavrenti Beria conseilla d'ailleurs à Staline de ne pas rendre cette tutelle trop visible, pour éviter que « les personnes de la petite bourgeoisie et de l'intelligentsia ne prennent peur des voyages en URSS¹⁴ ». L'Intourist mit sur pied à l'étranger (à Paris en 1932) un réseau d'agences qui vendaient des voyages en groupe. L'organisme fut petit à petit chargé du volet hôtellerie et transports des voyages en URSS, quel que fût le canal d'invitation : la VOKS bien sûr, chargée de « l'intelligentsia », mais aussi les commissariats du peuple, au premier rang desquels le *Narkomindel*, qui invitait régulièrement des représentants des gouvernements français, l'Union des écrivains fondée en 1932, ou les organisations sportives ou professionnelles soviétiques qui accueillaient leurs homologues, prolétaires ou non. Seuls les communistes venus clandestinement se former en URSS échappaient à l'aide matérielle de l'Intourist. À l'inverse, du fait que des membres de « l'intelligentsia » pouvaient s'inscrire aux voyages collectifs organisés par l'Intourist, ses dirigeants demandaient fréquemment à la VOKS de les recevoir ou d'organiser des rencontres et des visites plus spécifiquement culturelles.

La « décade rose » (1930-1937)

La diplomatie culturelle des années 1930-1937, cette « décade rose [...] saturée de congrès d'écrivains progressistes, de théâtres expérimentaux, de comités pour la paix et contre le fascisme, de sociétés de relations culturelles avec l'URSS » qu'évoquerait sans nostalgie excessive l'écrivain et ancien militant Arthur Koestler¹⁵ un peu plus tard, continua à fonctionner selon ce même schéma. Le décalage entre le fonctionnement de ces organisations, que nous

14. I. Maksimenkov, « Očerki nomenklatyrnoj istorii sovetskoj literatury. Zapadnye poli-grimy u stalinskogo prestola (Feuchtwanger i drugie) » (*Essais sur l'histoire de la nomenklatura de la littérature soviétique. Les pèlerins politiques occidentaux auprès de l'autel soviétique. Feuchtwanger et les autres*), *Voprosy Literatury*, 2004/2.

15. Arthur Koestler, Ignazio Silone, Richard Wright, André Gide, Louis Fischer, Stephen

donnent à voir les archives, et leur perception en France se fait plus frappant dans les années 1930. La VOKS était vue comme une organisation animée par l'intelligentsia soviétique, sans soumission totale au gouvernement ni au parti ; l'Intourist comme une agence de tourisme banale, comparable à Cook ou aux Wagons-Lits. Or l'un et l'autre organisme connaissaient purges et réorganisations. Canalisées et centralisées par le pouvoir, les « organisations sociales » virent disparaître l'autonomie relative des années 1920. À la tête de la VOKS, Ol'ga Kameneva, bannie en même temps que son frère Léon Trotski et bientôt arrêtée comme son mari Lev Kamenev, fut remplacée par Fedor Petrov puis Aleksandr Arosev.

Cette image de « société écran » (Jean-François Fayet) était d'autant plus utile que les évolutions convergentes de la diplomatie et de la ligne du Komintern, dans le contexte de l'accession de Hitler au pouvoir puis de la guerre d'Espagne, et de la crise économique mondiale qui remonetisait le modèle soviétique, contribuaient à ouvrir largement le champ de la diplomatie culturelle. À Paris, la mobilisation antifasciste culmina avec le congrès de juin 1935 pour la défense de la culture, en présence de plusieurs écrivains soviétiques¹⁶. À Moscou, le tournant de la politique culturelle plaçait l'écrivain au cœur de la fabrication des « ingénieurs des âmes », et conduisait à une réforme à la fois idéologique, avec l'instauration du réalisme socialiste, et institutionnelle¹⁷. La section étrangère de l'Union des écrivains fondée en 1932, joua un rôle croissant et se substitua bientôt à l'UIER, fermée en 1935. La VOKS et l'Intourist augmentèrent leur activité en lien avec l'Association pour le rapprochement scientifique avec la Russie et le Cercle de la Russie nouvelle, devenu en 1936 l'Association pour l'étude de la culture soviétique et investi par de jeunes intellectuels marxistes comme Paul Labérenne et Georges Friedmann.

Le philosoviétisme débordait alors largement la sphère des membres du PCF. Il se déploya *via* les Amis de l'URSS, mais aussi dans la vaste nébuleuse des organisations de masse du parti communiste et des organisations antifascistes et pacifistes. Ce vivier de curieux de l'URSS et de relais de sa propagande culturelle fournit les gros bataillons des voyageurs au pays des Soviets, anonymes ou illustres. Les correspondances de la première partie de ce recueil illustrent cet horizon d'attente des hommes et des femmes de

Spender, *Le Dieu des ténèbres*, introduction par R. Crossman, postface de R. Aron, Paris, Calmann-Lévy, 1950.

16. Cf. Sandra Terroni, Wolfgang Klein (éd.), *Pour la défense de la culture. Les textes du Congrès international des écrivains*, Paris, juin 1935, Éditions universitaires de Dijon, 2005.

17. Cf. Cécile Vaissé, *Les ingénieurs des âmes en chef. Littérature et politique en URSS (1944-1986)*, préf. de Claude Lefort, Paris, Belin, 2008.

«l'intelligentsia» française. Leur point commun, par rapport aux membres des délégations des AUS ou des simples voyageurs de l'Intourist, était de recevoir un traitement personnalisé dans la préparation et la réalisation de leur voyage, individuel ou en groupe. Leurs motivations restaient diverses, qu'ils aient été attirés par le rayonnement utopique de «la grande lueur à l'Est», mus par une curiosité professionnelle plus précise (professeurs de russe, architectes, médecins...), présents à l'occasion d'un événement, comme Louis Aragon, Jean-Richard Bloch, André Malraux, Vladimir Pozner, Paul Nizan au congrès des écrivains soviétiques de 1934, ou hôtes d'honneur intensément sollicités par leurs interlocuteurs soviétiques, tels Henri Barbusse, Romain Rolland, puis André Gide.

Ainsi, à la veille de la «Grande Terreur», la VOKS et l'Intourist se trouvaient au cœur du dispositif d'invitation et d'accueil des voyageurs de «l'intelligentsia» française. Les deux organismes, collaborateurs et rivaux, purent accueillir les mêmes visiteurs, tel le philosophe et sociologue Georges Friedmann qui séjourna en URSS, invité par la VOKS en 1931 et 1932, puis par l'Intourist en 1936. Ils n'avaient pas pour autant conquis de monopole. Les archives de la VOKS et de l'Intourist font ainsi écho à celles de l'Internationale communiste ou de l'Union des écrivains, publiées dans le beau recueil dirigé par Tamara Balašova¹⁸.

L'évolution du dispositif après la « Grande Terreur » et la Seconde Guerre mondiale

Les années 1936-1946 constituèrent alors une période de nette rupture. Les purges de la «Grande Terreur», qui s'enchaînèrent dès 1934 avec l'assassinat à Leningrad de Sergej Kirov, frappèrent au cœur le dispositif d'influence culturelle. Les «organisations sociales» pan-soviétiques, c'est-à-dire travaillant au niveau de l'ensemble de l'URSS, disparurent les unes après les autres pour n'être plus que quelques dizaines entre 1938 et 1947, année qui vit la fermeture du Secours rouge international (MOPR). La VOKS survécut certes à cette réduction drastique. Mais l'activité de la VOKS, tout comme celle de l'Intourist, tomba à son étiage le plus bas. Les frontières étant presque fermées, le flux annuel des voyageurs français vers l'URSS, qui avait atteint plusieurs milliers dans les quelques années précédentes, se réduisit à quelques dizaines à la veille de la guerre. Le contexte de conflit mondial devint

18. Tamara Balašova (éd.), *Dialog Pisatelej. Iz istorii rusko-francuzskih kul'turnyh svjazej XX veka -1920-1970- Dialogue d'écrivains – Pages d'histoire des relations culturelles franco-russes au XX^e siècle – 1920-1970*, Moscou, RAN- RGALI, 2002.

à l'évidence moins propice encore aux échanges culturels. Seuls quelques voyageurs de marque mobilisèrent le dispositif mis en place avant le conflit, ainsi Pierre Cot dont la visite en 1944 symbolisa la reprise des relations entre le gouvernement soviétique et le Gouvernement provisoire de la République française, ou, en 1945, les savants venus en délégation à Moscou célébrer le 220^e anniversaire de l'Académie des sciences.

La paix revenue, la diplomatie culturelle reprit ses activités dès 1946 par l'intermédiaire de la VOKS, de l'Intourist, et de la commission étrangère de l'Union des écrivains, sous la houlette du Comité central du parti, du *Narko-mindel* devenu ministère des Affaires étrangères (MID) avec son puissant secteur chargé de la presse, et du ministère du Commerce extérieur. Mais sans remettre en question la structure du système, la Guerre froide donna rapidement à ces contacts une tonalité bien différente de celle des années de l'antifascisme triomphant. Les organismes qui s'étaient révélés utiles en temps de guerre, comme intermédiaires avec les États-Unis notamment, furent éliminés. Ce fut le cas du Comité juif antifasciste, dans lequel Il'ja Èrenburg avait été très actif. Quant au réseau des « organisations de masse », il avait été considérablement affaibli par les purges des années 1930 puis la dissolution du *Komintern* en 1943, en gage de bonne volonté envers les Alliés inquiets de la propagande communiste. Il se ramifia de nouveau en organisations internationales de femmes, de jeunes, de sportifs ou de défenseurs de la paix... toujours sous l'influence du Comité central du PCUS, où fonctionnaient désormais un Département international et un Département à l'information et la propagande. La création en 1947 en Pologne du « Bureau d'information des partis communistes », le *Kominform*, offrit de nouveau à Moscou un instrument de contrôle idéologique des partis communistes. Ceux-ci, à l'instar du puissant parti communiste français, bénéficiaient à l'issue de la guerre du crédit d'image des Soviétiques vainqueurs de l'hydre nazie.

C'est dans ce cadre que s'opéra en France la reconstruction des associations correspondantes de Moscou. Elles avaient été largement touchées par l'impact négatif des grands procès, déstructurées par l'interdiction du PCF et des organisations de masse après le pacte germano-soviétique puis par la répression anticommuniste de Vichy, enfin par la disparition de l'Internationale communiste. Le Comité pour les relations scientifiques avec l'URSS et le Cercle de la Russie neuve ne survécurent pas à la coupure de la guerre. Effet de génération sans doute, pour des groupes dont la dynamique datait du milieu des années 1920. Mais il semble clair également que le soutien de la VOKS leur manqua. L'interlocuteur principal des messages envoyés par Moscou en direction de « l'intelligentsia petite bourgeoise » devenait désormais l'association « France-URSS », héritière directe des Amis de l'URSS de l'entre-deux-guerres. Dissous en 1939, les AUS avaient continué à publier clandestinement leur revue. France-URSS fut lancée dès 1942 à Alger et tint

son premier congrès national à Paris en janvier 1945. Secrétaire général des AUS depuis la fin de l'année 1932, Fernand Grenier redevint après guerre le pilier de l'Association, toujours présidée par des compagnons de route : Paul Langevin, Frédéric-Joliot Curie (membre du PCF) puis le général Petit. Association puissante, ostensiblement pluraliste, aux nombreux comités locaux et départementaux, France-URSS recueillit les attributions qui étaient partagées avant guerre entre les Amis de l'URSS, le Cercle de la Russie nouvelle et le Comité pour les relations scientifiques. L'association reçut, comme le montrent les documents de la fin de la période, le quasi-monopole de l'importation des productions culturelles soviétiques en France comme de l'organisation des voyages de « l'intelligentsia » française en URSS – même si l'invitation directe par l'Union des écrivains dont bénéficia par exemple Jean Hugo fonctionnait toujours. Après une interruption de douze années, dont France-URSS attribua la prolongation après guerre à l'interdiction américaine de traverser en train les zones d'occupation en Allemagne et en Autriche vers la frontière soviétique, les voyages en groupe reprirent régulièrement à partir de 1949, au rythme de sept ou huit par an. France-URSS organisait les déplacements des simples touristes et des intellectuels, tandis que les organisations de masse et les syndicats communistes mobilisaient des publics plus militants.

Alors que les bonnes relations franco-soviétiques, marquées par le voyage du général de Gaulle en 1944 et la signature d'un traité, s'étaient notablement dégradées, cette centralisation accrue servait l'URSS. Moscou finançait partiellement France-URSS¹⁹ et gardait la main sur sa direction *via* un parti communiste que Maurice Thorez avait fidèlement coulé dans le moule stalinien. En ces temps de Guerre froide, France-URSS devint sans doute avec le Mouvement des partisans de la paix, la plus importante de ces « organisations de masse » qui permettaient à la « contre-société²⁰ » communiste de ne pas être totalement isolée de la vie politique, sociale et culturelle française, malgré des valeurs ostensiblement hostiles à celles de la IV^e République, et des dirigeants exclus du gouvernement depuis 1947. À l'inverse, la présence affirmée du PCF dans les instances dirigeantes de l'association en éloigna des intellectuels qui, comme le grand professeur de russe André Mazon, avaient longtemps espéré que la VOKS resterait un interlocuteur pour des échanges culturels dépolitisés.

La mort de Staline en 1953 clôt notre corpus de documents. Les années qui suivent ouvrirent une période de profonde mutation de la diplomatie

19. Sur le rôle et le financement de France-URSS, cf. Thomas Gomart, *Double détente, les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

20. La notion est due à Annie Kriegel dans *Les communistes français (1920-1970)*, Paris, Seuil, 1968, rééd. 1985.

culturelle. Le dispositif d'influence articulé au développement d'un tourisme commercial qui s'était développé depuis les années 1920, devint peu à peu obsolète dans le contexte des mutations idéologiques et organisationnelles de la déstalinisation. Les modalités de contrôle des partis communistes occidentaux et de leurs organisations de masse évoluèrent sensiblement avec la dissolution en 1956 du *Kominform* et la création au Comité central du PCUS du Département international pour les relations avec les pays capitalistes. Fin 1957, la VOKS disparut, remplacée par un dispositif plus adapté à la conjoncture politique, l'Union des sociétés soviétiques d'amitié et de relations culturelles avec les pays étrangers (*Sojuz Sovetskikh Obščestv Družby i Kul'turnyh Svjazej c Zarubežnymi Stranami*, SSOD). La SSOD développa, en miroir de France-URSS, la société « URSS-France » en réseau avec les autres « sociétés d'amitiés ». La diplomatie culturelle se voulait désormais de masse, ce qui ne voulait pas dire sans contrôle politique. L'Intourist poursuivit ses activités après une nouvelle réforme de son « actionnariat », développant un tourisme élargi à destination des pays occidentaux et des démocraties populaires.

Voyager en URSS : les « techniques d'hospitalité²¹ » au quotidien

Une fois le décor planté, on peut entrer grâce aux documents de la deuxième partie dans le travail d'accueil au quotidien de ces organisations. C'est tout d'abord un énorme effort d'organisation pratique qui transparait au travers des correspondances administratives de la VOKS et de l'Intourist. Travail de bureau autant que de terrain, l'encadrement des voyageurs isolés, en petits groupes ou en délégations se mettait en place dès la frontière ferroviaire ou maritime dans l'entre-deux-guerres, puis après 1945 à l'aéroport de Moscou. Pour un visiteur aussi attendu que Romain Rolland, Aleksandr Arosev se déplaça même à Paris et l'accompagna vers Moscou *via* Varsovie. Il fallait, dès lors, loger, nourrir, transporter, organiser des visites, ce qui n'était pas une mince affaire dans l'URSS des années 1920-1950. Autorisations multiples à obtenir, retards, pénuries, distorsions entre des programmes de plus en plus denses et le déroulement concret des voyages étaient autant d'obstacles à négocier auprès de ce qu'on appelait ironiquement les « secteurs en *in* » (du terme *inostrancy*, spécialisés dans les relations avec les étrangers) d'une administration protéiforme²². La seule question des repas, soigneusement prévus comme le montrent les menus publiés, et dont tous les récits de voyages

21. L'expression est de Sylvia Margulies, *op. cit.*

22. Cf. ci-dessous le texte de Galina Kuznetsova sur les visas et l'approvisionnement.

soulignent l'abondance contrastant avec la vie quotidienne des Soviétiques, mobilisait une intendance soigneuse. La langue même des archives, avec ses sigles, ses acronymes, ses non-dits dans le renvoi des responsabilités, laisse deviner la complexité d'un système bureaucratique soumis aux injonctions souvent contradictoires liées à des réorganisations régulières, à une centralisation accrue, à des exigences de planification qui doivent conduire à considérer avec prudence les bilans chiffrés présentés dans les rapports. Les dossiers des antennes régionales de la VOKS et de l'Intourist donneraient sans aucun doute un éclairage plus significatif sur les relations inégales entre les capitales rivales, Moscou et Leningrad (que les Soviétiques eux-mêmes nommaient encore parfois Petersbourg) mais aussi entre Moscou et les Républiques d'Ukraine, du Caucase ou d'Asie centrale, peu à peu ouvertes au tourisme étranger.

Si l'Intourist se préoccupait avant tout de pouvoir remplir un plan exigeant en matière d'entrée de devises, les difficultés rencontrées dans l'accueil des étrangers n'étaient pas seulement matérielles, au fil des soubresauts économiques que connut l'URSS de la NEP, de la collectivisation et des plans quinquennaux, puis de la reconstruction d'après-guerre. L'enjeu de ce tourisme d'un genre nouveau restait en effet toujours de montrer sous un jour positif les réalisations du régime soviétique, ou son appropriation sélective du passé monumental et artistique de la vieille Russie. La sélection des « objectifs » visités et des interlocuteurs avec lesquels « l'intelligentsia » française pouvait dialoguer, même par le truchement d'interprètes, prit dès les années 1920 une importance politique réelle. Le Comité central lui-même décidait des contacts autorisés pour les invités les plus importants. Aux échelons inférieurs, toute visite était soigneusement préparée à l'avance, avec les tensions que révèlent les documents : portes closes, ou au contraire afflux encombrant de délégations étrangères en un même lieu, pannes inopinées suscitant des rencontres non souhaitées...

À partir des années 1930, le dispositif d'accueil fut complété par la rédaction par les accompagnateurs soviétiques de rapports réguliers, puis quotidiens, bientôt réalisés selon un formulaire précis. Utiles au retour d'expérience, pour éviter de répéter les erreurs, ces comptes rendus – *otčet* ou *spravka* – et « journaux » quotidiens (*dnevnik*) contribuaient aussi à la surveillance des voyageurs et à l'information des autorités sur le travail d'influence en France, complétant les relations faites par les représentants diplomatiques. Ils prennent place dans le cadre plus vaste de cette « civilisation du rapport » (Nicolas Werth²³) constituée par l'État-parti soviétique. On ne connaît pas toujours la

23. Nicolas Werth, Gaël Moullec (eds), *Rapports secrets soviétiques (1921-1991). La société russe dans les documents confidentiels*, Paris, Gallimard, 1994.

provenance exacte du rapport (on songe ainsi au rôle particulier du secteur secret, *sekretnyj otdel* de la VOKS, indiqué par la lettre « s »), ni son circuit précis dans et hors de son administration d'origine, parfois indiqué en bas du document, moins encore les réactions à sa lecture, parfois suggérée par des annotations manuscrites. On a parfois l'indication d'une copie de certains rapports aux Affaires étrangères ou à la police politique, ce qui ne fait pas pour autant de leurs auteurs des agents de surveillance ou des espions, tant le rôle de ces médiateurs fut plus complexe.

Le rôle des médiateurs soviétiques

Les employés de la VOKS, de l'Intourist, mais aussi de l'Union des écrivains, en contact avec les voyageurs français furent en effet véritablement des médiateurs, vivant et travaillant au point de rencontre entre deux mondes politiques parfois alliés, parfois hostiles, entre deux systèmes de codes sociaux et culturels.

Leur mission était d'adapter l'attente des visiteurs qui franchissaient la frontière soviétique dans le but d'évaluer les réalisations du modèle socialiste, aux exigences parfois contradictoires des organismes de tutelles, Comité central ou commissariats du peuple. Nous manquons encore d'une sociologie de ces « référents », guides, interprètes ou journalistes, intellectuels autorisés à circuler entre deux mondes, « fonds de VIP arts et lettres²⁴ » invités aux réceptions en l'honneur des invités étrangers. Certaines de ces personnalités sont bien connues par leurs biographies et leurs mémoires, tels Il'ja Grigor'evič Èrenburg (Ilya Ehrenbourg) ou Aleksandr Jakovlevič Arosev²⁵. Ce n'est pas le cas des équipes dirigeantes de l'Intourist et de la VOKS, moins encore des hommes et des femmes plus spécifiquement affectés à l'accompagnement des Français. Qui fut Cecilja Rabinovič, correspondante privilégiée des intellectuels français à la VOKS dans les années 1920 ? Qui fut Boleslava Boleslavskaja de l'Union des écrivains, « notre interprète compagne, la fidèle camarade Bola » (André Gide), « notre amie Bola » (Charles Vildrac),

24. Jean Cathala, *Sans fleur ni fusil*, Paris, Albin Michel, 1981, p. 334 à propos des réceptions de la VOKS pendant la guerre.

25. Sur Arosev, cf. ci-dessus note 9. Sur Èrenburg, au moins quatre biographies (Ewa Bérard, *La vie tumultueuse d'Ilya Ehrenbourg, juif, russe et soviétique*, Paris, Ramsay, 1991 ; Lily Marcou, *Ilya Ehrenbourg : un homme dans son siècle*, Paris, Plon, 1992 ; Joshua Rubenstein, *Tangled loyalties : the life and times of Ilya Ehrenbourg*, New York, Basic Books, 1996 ; Vjačeslav Popov, Boris Frezinskij, *Il'ja Èrenburg. Hronika žizni i tvorčestva v dokumentah, pismah, vyskazyvanijah i soobšenijah pressy*, Sankt-Peterburg, Izdatelskij otdel B-ka Ros-sijskoj AN, 2001 et ses mémoires, *Ljudi, godi, žizn'*, Moscou, 1961-1966, rééd. Moskva Tekst, 2005.

«mamelue, rieuse, brune, vêtue d'un tailleur bleu», à la fois «bavarde» et «secrète» (Clara Malraux²⁶), dont le dessinateur Jean Effel, qui l'avait connue en 1935, accepta apparemment sans réaction en 1946 l'envoi dans la *damnatio memoriae* des «ennemis du peuple»?

Leur travail les plaçait dans une position délicate d'équilibre social, politique et diplomatique. La première génération de ces médiateurs fut recrutée, au niveau des dirigeants, parmi les «vieux bolcheviks» à la fois polyglottes, politiquement sûrs et culturellement insérés, du fait de leur émigration sous le tsarisme, dans des réseaux intellectuels français, allemands ou suisses. Les administrateurs chargés directement de l'accueil des Français et les guides faisaient quant à eux nécessairement partie de ces «ci-devants» (*byvšie ljudi*) parlant les langues étrangères. La VOKS comme l'Intourist se préoccupèrent rapidement de professionnaliser cet accueil en organisant une formation spécifique conforme au recrutement de cadres d'origine prolétarienne et à la méfiance croissante envers les anciens émigrés. Le milieu professionnel ainsi créé s'insérait dans la nouvelle élite culturelle des années staliniennes, dont Maxime Gorki endossa le rôle de patron à partir de son retour définitif en URSS en 1928. Les avantages au quotidien étaient nombreux : logements plus vastes, automobiles, accès aux magasins spéciaux... Même les personnels subalternes grappillaient, comme le montrent quelques récits de voyage, les miettes de cette abondance en récupérant vêtements, bas de soie ou restes de repas. La rétribution symbolique et intellectuelle n'était pas moindre. Elle passait par exemple par l'accès aux publications étrangères ou la possibilité de franchir les frontières, ce qui devenait de plus en plus difficile.

La fermeture de l'Institut du tourisme étranger en 1938 est un symptôme des tensions croissantes auxquelles furent soumis ces hommes et ces femmes. Les responsables de la VOKS et de l'Intourist se trouvaient, comme les autres dirigeants, pris dans le jeu politique soviétique. Mêlant inextricablement idéologie et luttes de clans, il aboutit à l'élimination par Staline des proches de Lénine et de Trotski et conduisit, par exemple, à l'éviction d'Ol'ga Kameleva ou à l'arrivée d'Arosev, qui considéra ses fonctions à la VOKS comme un déclassement par rapport à la carrière diplomatique²⁷. De plus, et comme l'ensemble de leurs personnels, les médiateurs soviétiques devaient gérer au mieux les évolutions parfois contradictoires des politiques culturelles et étrangères, entre attachement aux acquis de la culture «bourgeoise», quête d'une culture prolétarienne et affirmation du réalisme socialiste, entre périodes d'ouverture diplomatique et persistance d'une mobilisation nationale fondée

26. André Gide, *Retour de l'URSS*, Paris, Gallimard, 1936. Charles Vildrac, *Russie neuve (voyage en URSS)*, Paris, Émile Paul, 1937. Clara Malraux, *Le bruit de nos pas*, vol. IV, *Voici que vient l'été*, Paris, Grasset, 1973.

27. Michael David-Fox, «Stalinist Westernizer? ...», *op. cit.*

sur le repli obsidional et la dénonciation des influences étrangères, entre défense de l'internationalisme et combat contre le cosmopolitisme. Utilisée aux fins de propagande intérieure dans la presse et les actualités projetées au cinéma, la présence d'écrivains, d'artistes ou de savants français devint dès le milieu des années 1930 le prétexte à des condamnations pour espionnage. La proximité avec l'Occident de ces médiateurs en fit une cible particulièrement exposée aux purges et aux exécutions de la « Grande Terreur ». Il n'est que de consulter la liste des invités à la brillante réception organisée en l'honneur de Romain Rolland le 27 juin 1935, véritable martyrologe de l'intelligentsia soviétique. Après la « Grande Guerre patriotique » et « l'entracte d'ouverture »²⁸ de la mobilisation par Staline de toute la société dans l'alliance antinazie, les responsables des contacts avec l'intelligentsia occidentale durent de nouveau travailler dans le climat difficile de dénonciation des influences bourgeoises sur la culture soviétique et des campagnes contre le « cosmopolitisme » et la « servilité envers l'Occident », avec leur cortège de nouvelles arrestations, déportations et exécutions.

Tartarin chez les bolcheviks. La relation de « double contrainte » entre le voyageur et son guide

La particularité de ce travail d'influence était de devoir rester le moins visible possible aux yeux des voyageurs étrangers. Il se distinguait ainsi, par son caractère systématique et ses méthodes, des diplomaties culturelles élaborées au XIX^e siècle et toujours pratiquées en France ou en Grande-Bretagne. Ce furent tout particulièrement les employés de la VOKS puis de l'Union des écrivains qui mirent au point une manière inédite de travailler, véritable lobbying avant la lettre dont Ludmila Stern a montré le caractère systématique²⁹. La première partie de ce recueil illustre ce travail préparatoire en amont. Tout en respectant en apparence les codes « bourgeois » de la sociabilité intellectuelle, faits de rencontres choisies, de correspondances amicales, de réseaux de publications et de comptes rendus croisés, on pratiqua envers les interlocuteurs les plus considérés un véritable harcèlement, mêlant flatteries personnalisées (mais sur la base de courriers pré-formatés) et sollicitations matérielles : financement des revues, invitation à dépenser des droits d'auteur en URSS. Sur place, les bureaux de la VOKS devinrent un lieu de passage incontournable pour les intellectuels français. D'abord situés dans l'ancien

28. Jean Cathala, *op. cit.*

29. Ludmila Stern, *Western Intellectuals and the Soviet Union, 1920-40. From Red Square to the Left Bank*, Londres, Routledge, 2006.

hôtel particulier du marchand Rjabušinskij, fleuron de l'Art déco à Moscou, au 6 de la rue *Malaja Nikickaja*, ils furent transférés dans le même quartier au 17, *Trubnikovskij Pereulok* quand la maison fut attribuée à Gorki en 1931. Comme le montrent les documents de la deuxième partie de ce recueil, le défi était de rendre le moins lourd possible l'encadrement systématique des voyageurs, la moins visible possible la préparation systématique des visites, les plus agréables possibles des rencontres qui n'avaient rien de spontané.

L'enjeu était ainsi double. D'une part, ces hommes et ces femmes devaient louvoyer au mieux à l'intérieur de leur propre culture professionnelle et administrative, en réponse aux signaux politiques envoyés par le pouvoir. C'est ainsi qu'Arosev harcela en vain Staline pour lui faire rencontrer André Gide, et rivalisa avec Gorki pour monopoliser l'accueil de Romain Rolland. Pour lui comme pour bien d'autres, l'arrivée d'hôtes prestigieux fut un enjeu de carrière avant de devenir un piège mortel. À l'inverse, la guide d'Hélène Gosset fit de son mieux pour dévier les ardeurs de cette journaliste française considérée comme étant second plan, mais qui tenait à tout prix à rencontrer Staline. C'est ainsi également que les médiateurs soviétiques ne manquèrent pas de rivaliser, de se détester et de se dénigrer mutuellement, comme le montre un rapport peu aimable consacré à Vladimir Pozner. Dans le même temps, il fallait présenter aux hôtes étrangers une image conforme des « réalisations soviétiques », tout en répondant à leurs attentes pour établir une relation durable et faire d'eux, à leur retour, des « amis de l'URSS ». Ces attentes étaient tout d'abord matérielles, de la part des voyageurs les plus aisés, habitués au tourisme culturel et qui ne s'étonnaient pas de voir, au pays des Soviets, ces menus hiérarchisés en trois classes et ces wagons-restaurants réservés. Quant aux « petits-bourgeois » quittant pour la première fois la France, aux professeurs ou encore aux journalistes peu connus, ils n'étaient pas toujours les moins exigeants, d'autant que, lorsqu'ils étaient invités par la VOKS, tous leurs frais étaient payés à partir de la frontière. Et pour un Romain Rolland qui refusa soigneusement de toucher le moindre rouble en URSS et versa ses droits à l'Université de Moscou, beaucoup d'auteurs bénéficièrent sans complexes du système qui les obligeait à encaisser sur place le « magot » (Clara Malraux) de leurs droits de traductions et des honoraires confortables versés pour leurs articles et conférences en URSS. Outre le confort et la ponctualité, beaucoup de ces membres de « l'intelligentsia petite-bourgeoise » attendaient honneurs et reconnaissance de la part de leurs hôtes soviétiques. Ils goûtaient les réceptions, les discours et les banquets, mais se plaignaient aussi parfois de la surcharge des emplois du temps, et pour les plus illustres, d'être sans cesse « mitraillés aux six soleils du magnésium » (Romain Rolland). Enfin, qu'ils soient communistes, compagnons de route, simples curieux ou anticommunistes affirmés, les voyageurs français connaissaient tous l'intense polémique

qui se déployait depuis 1918 à propos des « réalités » du régime soviétique³⁰, de sa propagande et bientôt, par un terme qui apparut dans les années 1930, de sa « désinformation ». Le visiteur se devait de ne pas devenir un nouveau « père Ubu au pays des Soviets », moqué dès 1924 par Ambroise Vollard³¹ sur le modèle d'Alfred Jarry. Dès lors, il fallait aussi le convaincre que son parcours en URSS lui donnait l'occasion d'une documentation objective et représentative, répondant de manière personnalisée à ses sujets d'intérêt.

Les guides, les interprètes, les « amis » soviétiques des visiteurs français étaient ainsi placés dans une situation psychologique que la psychanalyse définit dans les années 1960 comme une « double-contrainte » (*double-bind*). Il leur fallait ajuster en permanence leurs comportements pour faire face à des injonctions incompatibles – montrer et dissimuler, parler et se taire, plaire et tout contrôler... – Il leur était impossible de surcroît de se confier à qui que ce soit. Quelques-uns livrèrent cependant leurs doutes à leur journal intime. Arosev regretta ainsi en 1934 de proposer l'image d'un bureaucrate, de pouvoir si peu donner à ses hôtes, et même d'être obligé d'avoir peur d'eux. D'autres s'essayèrent à la confiance à demi-mot ou à la rédaction de textes dont l'ironie anti-occidentale pouvait être lue à double sens. Le journaliste Mihail Kol'cov proposa en 1934 dans le *Journal de Moscou* (publié en français) un feuilleton qui tourna court au bout de quelques épisodes. « Tartarin chez les Bolcheviks » moquait les préjugés bourgeois des touristes mais aussi leur surveillance constante ou des visites aussi appétissantes que celle de « l'Institut du lait caillé³² »...

De la foi sincère dans le projet bolchevik au cynisme désabusé, on rencontre ici la question plus vaste, beaucoup discutée par les historiens ces dernières années, de l'identité assignée par un régime autoritaire, et de l'image de soi du citoyen soviétique contraint à la « double pensée », selon l'expression popularisée par George Orwell dans sa contre-utopie romancée, *1984*. Ce qui nous intéresse ici plus particulièrement est l'influence de cette tension intérieure sur la relation entre le voyageur et son guide, devenu son intermédiaire dans un univers linguistiquement, culturellement et politiquement étranger. Parfois longs de plus de dix pages, les rapports des accompagnateurs soviétiques dont nous proposons en troisième partie un échantillon offrent de véritables portraits psychologiques, collectifs ou individuels, des visiteurs

30. Cf. Sophie Coeuré, *La grande lueur à l'Est*, Paris, Le Seuil, 1999. Marcello Flores, *L'Imagine dell'URSS. L'Occidente et la Russia di Stalin. 1927-1934*, Milan, Il Saggiatore, 1989.

31. Ambroise Vollard, *Le père Ubu au pays des Soviets*, Paris, G. Crès, 1924, rééd. Stock, 1930, in *Tout Ubu colonial et autres textes*, Séguier-Musée Léon Dierx, 1994.

32. Mikhaïl Koltsov, « Tartarin chez les Bolcheviks », *Journal de Moscou*, avril à octobre 1934.

français. Entre indifférence professionnelle affichée, sympathie indulgente dévouée à aplanir les difficultés, énervement manifeste devant l'étrangeté politique et sociale de « l'intelligentsia » française, ses exigences excessives, ses caprices, ils laissent deviner la qualité inégale de contacts éphémères ou plus durables. L'établissement « d'amitiés » personnelles avec les compagnons de route faisait partie des techniques de la VOKS dans l'entre-deux-guerres, moins pendant la Guerre froide, de nouveau après le « Dégel ». Les Soviétiques qui avaient la possibilité de séjourner en France – Mihail Kol'cov, Il'ja Èrenburg, Vladimir Pozner, purent approfondir encore ces liens. Quant à la naissance d'une liaison amoureuse entre certains visiteurs et un personnel largement féminisé, elle fut évoquée par les contemporains avec toute la suspicion liée à la perception d'une surveillance politique, que ce soit dans le cas de Marija Kudačeva, avant son mariage avec Romain Rolland, de Bola Boleslavskaja, ou dans le cas, peu plus tard, de la relation avérée entre Lena Zonina, interprète de l'Union des écrivains, et Jean-Paul Sartre³³.

Revenir d'URSS : séduire, convaincre, témoigner

Quels que fussent les efforts des hommes et des femmes ainsi mobilisés, leurs « techniques d'hospitalité » ne pouvaient demeurer totalement invisibles. Comment les perçurent les voyageurs français ? Quelle image conservèrent-ils de ce contact avec les personnels de la VOKS ou de l'Intourist ? Leurs portraits dans les récits de voyages renvoient en miroir les difficultés avouées dans les rapports envoyés aux autorités soviétiques. Parfois décrits comme charmants, sincères et convaincus, les guides sont plus souvent présentés par leurs interlocuteurs français comme secrets, furtifs, voire antipathiques par leur obsession à demeurer dans les rails des rencontres et des itinéraires prévus à l'avance, inquiets dès que le voyageur parlait russe ou souhaitait organiser ses propres contacts.

Car c'est pendant le voyage lui-même que commençaient à se jouer les mécanismes de séduction, de conviction et de déception. L'enjeu était de taille, puisqu'au cœur de la diplomatie culturelle, l'objectif de l'acceptation des visiteurs occidentaux, puis de l'organisation systématique de voyages en URSS, était précisément de faire porter par des témoins oculaires la « vérité » sur les

33. Certains de ses rapports sont publiés par Ewa Bérard, « I viaggi di Sartre in URSS », in Marcello Flores, Francesca Gori (dir.), *Il mito dell'URSS. La cultura occidentale e l'Unione Sovietica*, Fondation Feltrinelli, Milan FrancoAngeli, 1990. Cf. aussi Sophie Coeuré, « Sartre au pays des Soviets », *L'Histoire*, n° 295, février 2005 et Gilbert Dagron, « Pour l'honneur de Mme Z. À propos de Sartre et de la Russie », *Commentaire*, n° 113, printemps 2006 ; Lev Kopelev, Raïssa Orlova, « Portrait de Lena Zonina », *ibid.*

succès de Moscou et le démenti de l'image noire du soviétisme : répression politique, dictature, brutalité économique, inégalités. Il s'agissait de toucher par l'intermédiaire privilégié de l'intelligentsia les opinions « bourgeoises » bien au-delà des militants des partis communistes. Les accompagnateurs soviétiques recueillaient soigneusement les impressions de leurs hôtes. L'intérêt de ces relations est parfois dans la dissonance et la déception, parfois au contraire dans l'éloge convenu, *verbatim* du voyageur lui-même intériorisant les formules d'éloge, ou réécriture par l'auteur du rapport, désireux de prouver son efficacité à sa hiérarchie. Le dispositif d'influence incluait ensuite le départ. Les remerciements furent d'abord informels, puis ritualisés et proposés systématiquement dès les années 1930 à la signature sous forme de lettres ou de « déclarations ».

Les associations proches de la VOKS jouaient enfin au retour un rôle clé de relais, par l'organisation de tournées de conférences dans toute la France et de publications d'ouvrages ou d'articles³⁴. Les correspondances de la troisième partie de ce recueil montrent les succès mais aussi les dérapages éventuels du témoignage sollicité, qui pouvait à tout moment échapper au contrôle de la diplomatie culturelle. Ni le Cercle de la Russie neuve, ni même France-URSS ne devinrent le *deus ex machina* d'une propagande bien huilée. Car c'est dans la sociologie intellectuelle française qu'il faut inscrire les positionnements de chacun face à l'Union soviétique. Dans l'espace politique et culturel français des III^e et IV^e Républiques, où le communisme et le modèle soviétique se trouvèrent continuellement au premier plan, ces « retours d'URSS » devinrent à leur tour l'objet d'une négociation intime entre les attentes exprimées plus ou moins explicitement par les hôtes soviétiques et les positions préalables du voyageur, ses impressions sur place, ses stratégies personnelles.

Les archives que nous publions apportent ainsi leur contribution à « l'économie politique » (François Hourmant)³⁵ du voyage et du retour. Ce système de don et de contre-don se faisait parfois très concret avec le financement de publications ou de films et le placement dans les réseaux communistes et para-communistes. Il demeurait parfois symbolique avec la difficulté à prendre le risque de sortir du cercle des « amis de l'URSS ». Il resta toujours politique. Certains choix furent exposés à des commentaires surabondants comme ceux de Romain Rolland, André Gide et Louis Aragon. Les « retours d'URSS » s'inscrivirent alors dans ce débat au long cours sur la nature du régime soviétique, qui engagea bien d'autres acteurs, comme les émigrés « blancs » et les « ex » du communisme.

34. Cf. *infra* la bibliographie des récits publiés par les voyageurs cités dans ce recueil.

35. François Hourmant, *Au pays de l'avenir radieux. Voyages des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Paris, Aubier, 2000.

Le « retour d'URSS », une « vénérable archive » (Jacques Derrida)

Les récits de voyage en URSS forment un corpus qui prolonge et complète les documents de ce recueil. Les archives permettent de mieux les lire, en ayant à l'esprit le contexte précis de préparation et de déroulement du voyage, de comprendre aussi parfois les processus de silence. Silence contraint pour Romain Rolland, qui prit acte du refus de Staline de le laisser publier le compte rendu, pourtant réalisé par les Soviétiques, de leur entretien³⁶. Silence négocié intimement pour Jean Hugo³⁷, qui conserva pour ses carnets intimes les incidents de son voyage, telle la confiscation temporaire de ses dessins par un policier – pour ne publier par l'entremise de Picasso que des gouaches sans commentaires. L'effort fut d'ailleurs insuffisant, puisqu'ayant commis l'erreur de montrer des femmes balayant la neige, archaïsme indigne de la société soviétique des années 1950, il dut retirer son ouvrage. Silence parfois énigmatique, comme celui de Jean-Louis Merlet, journaliste financé dans les années 1920 par l'URSS pour rédiger un récit de voyage qui ne vit jamais le jour.

Au fil de la déprise progressive du mythe soviétique dans l'opinion française, des années 1970 aux années 1990, les non-dits furent parfois complétés par la publication de carnets posthumes ou de mémoires. Celles-ci firent à leur tour émerger, en écho aux rapports des accompagnateurs soviétiques, les critiques que le voyageur avait tues à l'époque du retour, cédant à la « force d'intimidation » (François Furet) qui en France stigmatisa longtemps comme fasciste toute critique de l'Union soviétique comme du communisme. C'est ainsi que Janine Bouissounouse³⁸, reporter en 1932 pour *L'Intransigeant* puis participant en 1952 à une délégation de France-URSS alors qu'elle faisait partie des compagnons de route proches d'Aragon, attendit 1977 pour évoquer l'appartenance supposée de Bola Boleslavskaja au GPU ou la rencontre de prisonniers soumis au travail forcé, incident que l'Intourist avait déploré dans un rapport que nous publions. Ces souvenirs font aussi resurgir, au-delà du filtre des années écoulées, les échanges oraux, ces conversations à demi-mot si importantes pour l'intelligentsia soviétique, ces confidences de

36. Cf. « Tysjači ljudej vidjat v SSSR voploščenie svoih nadeždah » (*Des milliers de gens voient en l'URSS l'incarnation de leurs espoirs*), publication annotée de l'entretien de Staline avec R. Rolland le 28 juin 1935, *Istočnik*, 1996-1, p. 140-152 et Bernard Duchatelet, *op. cit.*

37. Jean Hugo, *Voyage à Moscou et à Leningrad*, Paris, Éditions du Cercle d'Art, 1953 ; les gouaches sont republiées mais cette fois avec les carnets dans *Voyage à Moscou et à Leningrad*, Arles, Actes Sud, 1984.

38. Janine Bouissounouse, *La nuit d'Autun. Le temps des illusions*, Calmann-Lévy, 1977.

peur, d'aigreur ou d'impuissance que les hôtes français n'osèrent pas le plus souvent faire partager au retour.

La palette même des modes d'intervention publique, de la conférence à l'article, à l'essai, au roman, au dessin même, pouvait exprimer une adhésion plus ou moins complète à l'image de l'URSS proposée par Moscou. Tous ceux qui décidaient d'alimenter par leur prose le flux continu des « retours d'URSS » contribuaient à l'élaboration d'un genre politico-littéraire inédit. Le récit de voyage en Union soviétique s'inscrit certes au croisement des traditions anciennes du récit utopique ou de pèlerinage, du voyage littéraire, du regard autobiographique porté par l'écrivain sur des événements politiques vécus. Il puisa aussi dans les formes plus récentes proposées depuis le XIX^e siècle par l'enquête sociale, par le grand reportage plus ou moins romancé sur l'actualité étrangère, par le témoignage de guerre. Mais des éléments de singularité existent, analysés avec acuité par Jacques Derrida³⁹ qui se pencha sur l'exercice au moment même où le crépuscule du régime soviétique en détruisait à la racine la possibilité. « Exemple particulièrement saisissant d'œuvres dont le "genre", le "type" (...) mais aussi une certaine généralité thématique se lient de façon essentielle à une *séquence finie* de l'histoire politique d'un pays, de plus d'un pays, séquence qui marqua un moment décisif de l'histoire de l'humanité », le retour d'URSS devient pour lui, par là même, la matrice d'une tradition à la fois riche et brève, liée au temps des grandes utopies politiques incarnées. Ce flot de publications devenu « vénérable archive » joua un rôle clé dans l'élaboration du mythe soviétique en France. Il permet aussi de s'interroger sur l'émergence du touriste intellectuel, ce témoin qui rapporte un récit, et postule ainsi qu'un système politique et social peut se « phénoménaliser » dans quelques visites et quelques rencontres. Quant aux écrivains communistes, tels Louis Aragon, Jean-Richard Bloch, Pierre Courtade, ils se trouvèrent à partir des années 1930 face à une contrainte formelle supplémentaire, celle de l'écriture réaliste socialiste⁴⁰.

Les 150 documents qui suivent appellent ainsi d'autres lectures, celles des « retours d'URSS » eux-mêmes. Témoins d'une époque révolue, ils portent des questionnements toujours actuels sur les mythologies politiques, les « passions crédules » (Jacques Derrida) en de lointains modèles politiques, le rôle des intellectuels dans la fabrication des opinions.

Sophie Cœuré

39. Jacques Derrida, *Moscou aller-retour*, Éditions de l'Aube, 1995 (publié en anglais sous le titre *Back from Moscow, in the USSR* au lendemain du voyage en URSS de Derrida en 1990).

40. Cf. les études de cas in *Sociétés et Représentations*, dossier « réalisme socialiste », sous la dir. de P. Aron, F. Matonti, G. Sapiro, CRDHDESS, n° 15, décembre 2002.

NOTE SUR LA PUBLICATION

Les documents ont reçu un titre thématique, suivi du titre original s'il existe. Ils sont cités dans leur présentation originale. La langue par défaut est le russe translittéré selon les règles internationales ; nous présentons par avance nos excuses aux familles dont les noms auraient été déformés suite à la retranscription du russe en français. L'orthographe originale en français est respectée. Les documents sont publiés dans leur intégralité, à l'exception de coupures dans quelques rapports très longs, qui sont toujours signalées. Ils sont référencés suivant la cotation des archives du GARF (f. = fonds, op. = volume d'inventaire, d. = numéro de dossier, l. = numéro de page).

Les documents numéro 1, 3, 4, 8, 17, 18, 28, 34, 35, 37, 38, 55, 56, 60, 62, 86, 101, 108, 112, 113, 114 ont été traduits du russe par Vsevolode Gousseff. Les documents numéro 7, 63, 64, 65, 68, 70, 71, 75, 77, 78, 80, 81, 86, 87, 89, 92, 93, 94, 96, 97, 100, 101, 109, 111, 113 ont été traduits du russe par Rachel Mazuy. Le document 121 a été traduit par Wladimir Berelowitch. Les autres documents et les textes d'E. Aniskina et G. Kuznetsova ont été traduits et adaptés du russe par Sophie Cœuré. Établissement des textes, annotations critiques, bibliographie, chronologie, sigles et index par Sophie Cœuré avec Rachel Mazuy.

Les auteurs et l'éditeur ont recherché les ayants-droits (auteurs et destinataires) des correspondances et ont sollicité leur autorisation de publication. Si un titulaire des droits n'a pas été identifié et contacté, merci de le signaler.

PRÉSENTATION DES FONDS LES STRUCTURES D'ACCUEIL DES VOYAGEURS FRANÇAIS AUX ARCHIVES D'ÉTAT DE RUSSIE (GARF)

Les documents présentés au lecteur sont conservés dans les fonds des Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF). Les auteurs de ce recueil ont travaillé pour l'essentiel à partir des fonds d'archives suivants : fonds de la VOKS, fonds du ministère de l'Éducation (*Narkompros*) et fonds de l'Intourist.

La VOKS et le commissariat du peuple à l'Éducation (*Narkompros*)

Les documents de la Société panrusse pour les relations culturelles avec l'étranger (VOKS) sont rassemblés dans le fonds R-5283. Ce fonds exceptionnellement riche se compose de 28 inventaires (*opis*) et 13 351 dossiers (*delo*). Les premiers documents de la VOKS sont parvenus aux Archives en janvier 1941, mais la majeure partie du fonds a été versée en juillet 1964.

Le plan de classement des matériaux documentaires suivi par chaque inventaire n'est pas totalement harmonisé, mais respecte les règles générales suivantes. Les matériaux documentaires de chaque section nationale de la Société sont systématiquement classés par pays suivant l'ordre alphabétique, puis chronologiquement pour chaque pays. Les dossiers du Secrétariat et de la Section d'accueil des délégations étrangères sont également classés par ordre chronologique, et, pour chaque année, par ordre d'importance. Les correspondances forment l'essentiel des documents de la VOKS. Lorsqu'elles

sont assez abondantes pour une même année, elles sont organisées selon le plan suivant : correspondances avec les délégués de la VOKS dans le pays concerné, les ambassades, les missions soviétiques à l'étranger ; correspondances avec les associations étrangères, leurs sections et leurs commissions ; correspondances avec les représentants étrangers en URSS, avec des institutions étrangères, avec des hommes politiques et personnalités importantes, des savants, des écrivains, de simples citoyens. Les matériaux imprimés (journaux, revues, bulletins, recueils thématiques d'extraits de presse soviétique et étrangère) sont placés dans les inventaires à la suite des correspondances.

La structure complexe des fonds de la VOKS reflète une histoire longue, marquée par des réorganisations successives. Cette « organisation sociale » fondée sur la base du volontariat par des personnalités du monde scientifique, littéraire, artistique et sportif soviétique, fut créée le 5 avril 1925 et fonctionna jusqu'en 1957. Par décret du 5 septembre 1957 du Conseil des ministres de l'URSS, la Société fut liquidée et remplacée par l'Union des sociétés soviétiques pour l'amitié et les relations culturelles avec les pays étrangers (SSOD). Selon les statuts de la Société, ses membres pouvaient être tant des organismes scientifiques ou culturels que d'autres organisations sociales ou des individus isolés. À sa tête se trouvaient une direction élue et un président. Mais tout en conservant le nom « d'organisations sociales », ces structures fonctionnaient en réalité comme des organismes bureaucratiques d'État.

La Société était organisée en différents secrétariats, puis en une série de subdivisions administratives. Les responsables « référents » (*referenty*) chargés des visiteurs étrangers étaient responsables devant la direction des échanges et des formes prises par les relations avec les pays concernés. Chaque secteur exécutait les indications des « référents » et des sections de la VOKS au sujet des contacts culturels. À partir de 1934, les sections et les sous-sections devinrent également responsables devant la direction.

Dans ses premières années d'existence, la VOKS mit en place des échanges de livres et de publications, réalisa des expositions, contribua à des congrès internationaux et organisa l'accueil des visiteurs étrangers. En pratique, la majorité des délégations « sociales » étrangères visitant l'URSS furent reçues par la VOKS. La société avait pour objectifs de concourir à l'établissement et au développement des relations culturelles entre les institutions et les organisations soviétiques et étrangères, et de populariser les succès de la Russie soviétique à l'extérieur de ses frontières.

Tout au long de son existence, la structure de la VOKS connut plusieurs changements. Outre le Secrétariat (inventaires 1 et 1a) et la comptabilité, les principaux organes centraux furent le Bureau d'accueil des étrangers (inventaire 8), le Bureau d'échanges de livres, le Bureau *Rus'foto* ou « Russ-Photo », qui gérait l'entrée et la sortie des photographies pour les publications pério-

diques, le Bureau des expositions et le Bureau de presse, qui s'occupait des publications. La VOKS publiait un *Bulletin d'information* hebdomadaire en français, anglais et allemand. La Société comportait en outre au moins huit secteurs thématiques : sciences juridiques, sciences et technique, littérature, musique et théâtre, cinéma, industries artistiques, architecture, expositions. Les membres de ces sections se voyaient confier un important travail de propagande. Un groupe de cadres « référents » s'occupait directement de l'organisation de l'accueil des invités de la Société.

Enfin, pour un travail plus efficace et plus clair, on créa des secteurs qui couvraient chacun un territoire, organisé sur une base linguistique. Le « premier secteur occidental » coordonnait par exemple les pays « latins », dits aussi « romans » (inventaires 2, 7, et 8, ces deux derniers comportant essentiellement des documents sur les échanges avec la France) ; le « deuxième secteur occidental » les pays anglo-saxons, tandis qu'une section traitait plus particulièrement l'Europe centrale. La structure de la VOKS fut profondément modifiée en 1950, avec la création par décision du Conseil des ministres de l'URSS de dix secteurs géographiques. Pour renforcer les liens avec l'étranger et améliorer la coordination du travail, la VOKS obtint d'avoir des représentants à l'étranger.

Les citoyens de la République française s'intéressaient beaucoup à la jeune République soviétique, reconnue officiellement par le gouvernement d'Édouard Herriot en 1924. Dans la foulée des célébrations du dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre en novembre 1927 fut organisé un congrès international des amis de l'Union soviétique. La VOKS fut la cheville ouvrière de l'organisation et du déroulement du congrès, mais aussi de la tenue d'une série de conférences et de rencontres avec des représentants des Sociétés d'amis de l'URSS à l'étranger. La délégation française comptait parmi ses membres les fondateurs du Cercle des amis de la Russie neuve, Gabrielle Duchêne⁴¹ et Francis Jourdain, et des militants communistes comme Paul Vaillant-Couturier et Henri Barbusse. Quelques mois après le retour en France des délégués au congrès de Moscou fut fondée l'association des Amis de l'Union soviétique (AUS), dont les statuts furent déposés en janvier 1928. Les AUS allaient devenir après la Seconde Guerre mondiale l'association France-URSS. Après 1945, l'essentiel des contacts entre la VOKS et la France passèrent par ce canal. La VOKS organisait les voyages des membres de l'association en URSS, établissant au préalable les listes de délégués en demandant l'accord de l'ambassade soviétique en France, du ministère des Affaires étrangères (MID) et du Comité central du PCUS.

41. Pour les biographies des personnalités citées ci-dessous, nous renvoyons aux notes des documents.

Les documents d'archives témoignent que la VOKS se devait d'obéir à toutes les demandes des organisations de la bureaucratie d'État, quels que soient ses objectifs de départ. Soulignons que la VOKS fonctionnait sous la tutelle des organes du parti. On trouve ainsi dans les fonds de la Société les rapports établis au sujet de l'accueil des délégations de représentants des milieux intellectuels français. Comme il était de règle, ces rapports étaient rédigés par le référent qui travaillait avec la délégation, puis, sous la signature du président de la VOKS, étaient envoyés au Comité central du PCUS. Dans les années d'après-guerre, les rapports étaient adressés au président de la Commission des affaires étrangères du CC du PCUS, placée sous la responsabilité idéologique de Mihail Suslov. Parmi les rapports particulièrement intéressants, ceux qui concernent les voyages de Pierre Cot en 1944, de Louis Aragon et Elsa Triolet en 1947 ou du président de l'association France-URSS Fernand Grenier, qui joua un rôle particulièrement actif dans l'organisation de la reprise des relations culturelles après 1945. Les archives de la VOKS permettent de suivre la préparation des visites, et le long processus de validation autorisant les Français à visiter l'URSS. Les dossiers qui suivent le travail avec chaque délégation française offrent une structure progressivement standardisée. Ils donnent la liste des invités, souvent accompagnée d'une brève biographie de chacun, le plan préparé pour leur séjour (composé en tenant compte des spécificités de la délégation), l'emploi du temps, les personnalités que les invités français ont rencontrées, enfin les opinions des délégués qui évaluent leur voyage. De nombreuses délégations, outre leur visite de Moscou, se voyaient offerte la possibilité de se familiariser avec d'autres républiques soviétiques. Le style et le contenu de ces rapports évoluent selon le contexte diplomatique, entre les années 1920 et l'époque de la Guerre froide.

Les correspondances représentent une autre source, qui n'est pas de moindre importance. De nombreuses lettres échangées entre la VOKS et divers organismes et dirigeants soviétiques concernent l'autorisation d'entrée de délégations françaises, ou de personnalités scientifiques et culturelles. Ces lettres prennent souvent la forme d'une attestation (*spravka*) adressée par la VOKS à la Commission des affaires étrangères du CC du PCUS pour décrire la personnalité susceptible de visiter l'Union soviétique. La VOKS entretenait avec son représentant en France et les collaborateurs de l'ambassade des échanges de travail réguliers. Il était de règle que l'ambassade d'URSS en France donne son accord sur la composition des délégations. L'ambassade mettait ses « moyens opérationnels » au service du recueil de renseignements sur les délégués, avec la collaboration active de l'association France-URSS. Le délégué de la VOKS en France entretenait des contacts étroits et personnels avec les dirigeants de France-URSS, rendait compte de leurs activités, de leurs difficultés et de leurs souhaits, et les aidait à diffuser en France la propagande sur l'art et la science soviétiques. Il était ainsi de règle que la préparation de l'accueil des délégations

commence par un échange de lettres entre l'association France-URSS, l'ambassade, la VOKS, le ministère des Affaires étrangères et le Comité central du Parti. Puis on élaborait le programme de la visite, avec l'itinéraire et les lieux à visiter. Les visites de la place Rouge et du musée Lénine, d'usines, de kolkhozes et de jardins d'enfants étaient obligatoires. La liste des visites était à peu près standard, ce qui n'empêchait pas une procédure de validation bureaucratique à tous les niveaux. L'accueil des invités comprenait également des réceptions, dont les archives conservent les budgets et les listes d'invités, français et soviétiques (ceux-ci devaient être également autorisés).

Un autre type de correspondances provient des correspondants français, exprimant leur souhait de voyager en URSS, de mettre en place des contacts universitaires, d'échanger des livres ou des photographies, ou encore d'apprendre le russe. Le professeur de russe du lycée de Lille Jean Triomphe joua ainsi un rôle important dans l'enseignement du russe et l'ébauche d'échanges scolaires au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les correspondances avec France-URSS concernent la composition des délégations, l'organisation d'expositions, les tournées de spectacles, l'envoi de publications, etc. Sur place, les membres du comité national de France-URSS abordaient également les questions d'organisation, comme l'aide apportée par l'URSS à l'association, notamment par l'envoi de timbres qui seraient vendus en France, ou la mise en place des futurs voyages.

Pendant leur séjour en URSS, on attribuait aux invités français un « référent » de la VOKS, qui rédigeait des rapports ou « journaux » quotidiens (*dnevnik*). On trouve ainsi dans les archives des transcriptions de conversations avec Louis Aragon, Fernand Grenier, Pierre Cot, etc. Cette source soulève bien des questions sur les impressions exprimées par les voyageurs pendant leurs rencontres avec ces interlocuteurs soviétiques.

On peut ajouter que les comptes rendus de conversations, les rapports, les plans et les programmes des séjours étaient communiqués aux organes de Sécurité. Les archives du GARF ne conservent pas toutefois de documents concernant directement ces échanges d'informations.

Grâce à ces sources – correspondances, rapports, plans et programmes, budgets, comptes rendus de conversations – nous pouvons ainsi savoir quels Français ont voyagé en URSS, comment était organisée leur visite, quelles ont été leurs impressions et, bien sûr, comment la VOKS organisait l'accueil des étrangers.

Le fonds A-2306, du Commissariat du peuple à l'Éducation⁴² de la RSFSR (devenu en 1946 ministère de l'Éducation), est également particulièrement

42. *Narodnyj Kommissariat Prosvěščenija* ou *Narkompros*.

intéressant pour notre sujet. Le *Narkompros* fut créé le 26 décembre 1917 par décret du XI^e congrès des Soviets. Il gérait l'éducation scolaire et préscolaire, la formation professionnelle et technique, les questions du travail d'éveil culturel et politique, les éditions. Le *Narkompros* dirigeait également des théâtres, des musées, des parcs zoologiques, etc. À la tête de cette structure gouvernementale unique se trouvait le commissaire du peuple à l'Éducation, A. V. Lunačarskij. C'est ainsi que les archives du *Narkompros* témoignent de l'une des premières collaborations officielles avec le gouvernement français : pendant son voyage à Paris à l'automne 1927, Lunačarskij rencontra Édouard Herriot et conclut un accord pour l'organisation d'une exposition de peinture contemporaine française, qui ouvrit après de longs préparatifs en 1928 à Moscou.

L'une des tâches importantes du *Narkompros* était d'organiser la délivrance des visas. Aucune des administrations dépendant du ministère de l'Éducation ne pouvait inviter de citoyens étrangers en URSS sans avis positif délivré par le Secteur des visas du ministère des Affaires étrangères. Le ministère distribuait même des formulaires de réponse, où il suffisait de remplir le nom du demandeur du visa, par exemple : « Le *Narkompros* n'a pas d'informations sur la personnalité scientifique ou artistique – Nom, prénom, pays – et ne considère pas comme utile sa venue en URSS », ou « Selon les informations du *Narkompros*, la personne – Nom, prénom, pays – n'a aucune relation avec les objectifs de l'éducation. Le visa n'est pas souhaitable ». Les formulaires étaient préparés dans toutes les langues européennes, et étaient retournés au demandeur selon les procédures officielles.

Le *Narkompros* comptait également parmi ses attributions liées à la venue des étrangers en URSS, notamment des Français, l'organisation de leur approvisionnement en nourriture et produits de première nécessité. Dans les années 1920 et au début des années 1930, l'Union soviétique souhaitait recruter des spécialistes pour travailler dans divers domaines, dont certains relevaient de la compétence du *Narkompros*. Dans les conditions de déficit permanent de biens de consommation que connaissait l'URSS, on prit la décision de créer, au sein du commissariat du peuple au Ravitaillement de la RSFSR (puis de l'URSS) un Comptoir panrusse spécialisé dans l'approvisionnement des étrangers (*Insnab*). L'*Insnab* fonctionna jusque dans la première moitié des années 1930. Dans le contexte de l'appel aux compétences des « spécialistes » étrangers, américains ou allemands le plus souvent, toute institution les invitant à travailler en URSS pouvait s'adresser à l'*Insnab* pour demander qu'on la fournisse en produits alimentaires. En cas de réponse positive, il fallait faire prolonger l'autorisation plusieurs fois par an. La situation devint par la suite plus complexe. D'un côté, les institutions – le *Narkompros* y compris – adressaient de plus en plus de demandes à l'*Insnab* ; celui-ci, auquel l'État accordait des moyens constamment réduits, s'efforçait de limiter au maximum le nombre d'étrangers inscrits. On en

était à la découverte de noms ajoutés sur les listes et de chiffres « gonflés », lorsqu'en août 1930, l'*Insnab* informa par circulaire les ministères que « les informations qui lui étaient parvenues sur les spécialistes étrangers ne correspondaient pas toujours à la réalité ». On établit un formulaire beaucoup plus restrictif de présentation des informations et de responsabilité de leur contenu. Les difficultés d'approvisionnement par le réseau de l'*Insnab* eurent un effet négatif sur le recrutement de spécialistes pour enseigner les langues étrangères dans les établissements d'enseignement supérieurs du pays.

Galina Kuznetsova

L'Intourist

L'organisation principale chargée de l'accueil des étrangers en URSS, la Société d'État par actions (devenue en 1933, après une série de réorganisations, « société pansoviétique ») « Intourist », fut créée au milieu de l'année 1929. L'Intourist était placée sous la direction du commissariat du peuple au Commerce extérieur de l'URSS. Les commissariats du peuple au Commerce extérieur et aux Transports ainsi que *Sovtorgflot*⁴³ contribuèrent à sa fondation. L'organisation avait pour objectifs d'organiser les déplacements des touristes étrangers avec leurs bagages sur le territoire soviétique, l'assistance à l'obtention de visas et autres documents indispensables, la délivrance de diverses attestations liées à leur voyage en URSS, etc.

Les premiers documents de la Société ont été versés aux Archives en 1984, et le fonds reçut le numéro R-9612. Actuellement, le fonds est composé de trois inventaires (*opis*) et de 3 500 dossiers (*delo*). Nous laisserons de côté les dossiers qui concernent les directions particulières, pour nous intéresser avant tout à l'inventaire n° 1. On peut alors proposer une typologie de ces documents. Le premier groupe est composé des documents normatifs de l'Intourist : les protocoles des réunions des « actionnaires » et de la mise en place de la direction, les ordonnances et les ordres la concernant. On y trouve en outre les instructions et les décrets sur le service des touristes étrangers et les instructions de service pour les collaborateurs des différentes sections. Pour 1934-1938 s'y trouvent un ensemble des lettres au CIK de l'URSS (Comité exécutif de l'Union) sur l'activité de l'Intourist et le développement du tourisme étranger en URSS.

Le deuxième groupe se compose de documents caractérisant l'activité de l'appareil de l'Intourist pour développer le tourisme étranger en URSS, et portant particulièrement sur l'accueil des voyageurs. Les dossiers conservés

43. *Sovetskij Torgovij Flot*, flotte de commerce soviétique, créée en 1924 également sous forme de « société par actions ».

sont très peu nombreux. Ce sont des rapports des directions et des divers secteurs de l'Intourist sur l'accueil des touristes. On a aussi quelques documents sur l'activité des représentations de l'Intourist à l'étranger et les missions des collaborateurs hors des frontières de l'URSS. Les dossiers sont classés par ordre chronologique, puis par ordre thématique. Malheureusement, ces sources conservées sur l'accueil des étrangers sont rares et donnent un aperçu très lacunaire de l'activité de l'Intourist en ce domaine. Les journaux des guides-interprètes n'apparaissent ainsi que pour la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale.

Il apparaît néanmoins que, dès la naissance de l'Intourist, la France fut l'un des principaux pays d'origine de ceux qui visitaient l'Union soviétique. Les rapports annuels, notamment ceux de 1931, 1940 et 1946 montrent qu'une représentation spéciale avait été établie à Paris, dans le but d'établir des relations étroites avec d'importantes sociétés touristiques opérant en France, en particulier avec la Compagnie générale transatlantique, les voyages Exprinter ou Nordisk⁴⁴. Après avoir atteint 24 000 touristes par an, le flux de visiteurs fut brutalement diminué par trois en 1936-1938 et s'établit à 8 000 personnes, dont seulement 800 Français. En revanche, la proportion de Français augmenta, passant de 9,7 % des visiteurs en 1936 à 16,7 % en 1938. Pendant la période de la guerre à l'Ouest (1939-1941) puis après l'entrée dans la « Grande guerre patriotique » de l'Union soviétique, seuls quelques hommes d'affaires et des voyageurs en transit ou en mission séjournèrent en URSS. Ainsi, en 1942, l'Intourist fut chargée d'accueillir le général Petit ministre plénipotentiaire et le chef de la mission de la France libre en URSS Roger Garreau, avec leurs collaborateurs puis, en 1944, l'ancien ministre de l'aviation Pierre Cot et une délégation militaire française menée par le général Juin, chef d'État-major. Le fonds conserve également une lettre de l'ambassade de France au directeur de l'Intourist en remerciement de l'aide apportée à l'ambassade pour l'organisation du séjour du général de Gaulle en 1944 et de la réception du 14 juillet à Moscou.

Les lacunes documentaires que, nous avons déjà signalées concernent malheureusement aussi la période qui suit la Seconde Guerre mondiale. Ne sont conservées que quelques informations, comme, par exemple, une liste de visiteurs français pour l'année 1945 : une délégation de syndicalistes composée de cinq personnes, une délégation invitée par l'Académie des sciences soviétique, la Commission internationale des réparations, l'écrivain Louis Aragon et son épouse. L'année 1947 fut exceptionnellement marquée par l'engagement de l'Intourist au service des participants à la Conférence des ministres des Affaires étrangères, à laquelle participait une délégation fran-

44. Cf. document 14.

çaise. Une ordonnance spéciale fut promulguée au sujet de l'accueil des délégations étrangères, à la suite de laquelle figuraient en annexe des « instructions [...] sur les rencontres de la délégation française à Libava (Liepāja), Brest et Moscou », une liste des collaborateurs de l'Intourist travaillant avec les délégations depuis la frontière, et d'autres documents. Une ordonnance spéciale organisait également les repas, et le menu du wagon-restaurant figure encore dans le dossier. Un dossier spécial rassemble les fiches de chacun des participants à la réunion, dont les 57 Français qui séjournèrent en URSS du 20 au 27 avril 1947.

Les rapports pour l'année 1953 des guides Deborina et Lavrova sont d'un intérêt particulier. Elles accompagnèrent les voyageurs français dans leurs excursions à Moscou, notamment les membres de la délégation commerciale mais aussi Jean Brüller (l'écrivain Vercors) et son épouse et quelques autres qui avaient été invités en URSS par la VOKS ou l'Union des jeunesses communistes, les Komsomols. Outre les informations sur les circuits des visites, les rapports signalent quelles questions furent posées par les touristes et quelles réponses y furent apportées.

Les voyageurs français purent ainsi visiter l'Union soviétique par l'intermédiaire du *Narkompros* (qui organisait l'échange de professeurs ou de spécialistes), tandis que l'accueil de Français sympathisants de l'URSS ou de personnalités de la science et de la culture était assuré par la VOKS, et celui des groupes de touristes désirant découvrir la Russie nouvelle par l'Intourist. En conclusion, soulignons que le présent recueil de documents permet de relire les pages les plus importantes de l'histoire des relations culturelles franco-soviétiques entre 1918 et 1953.

Elena Aniskina

Retrouvez tous les ouvrages de CNRS Éditions
sur notre site
www.cnrseditions.fr